

ONU: LES RESSOURCES NATURELLES, NOUVEL AXE DE DISCUSSION SUR LE SAHARA

L'envoyé spécial de l'ONU au Sahara Occidental indique la manière dont les ressources naturelles sont actuellement le principal sujet des pourparlers de paix entre le Maroc et le Polisario

Christopher Ross, un ancien haut diplomate américain, a été nommé en 2009 envoyé personnel du Secrétaire Général de l'ONU pour le conflit du Sahara Occidental. Dans une interview publiée sur les pages des Nations Unies, le 25 janvier 2012, M. Ross parle de la nécessité de mettre fin au conflit et à la tragédie humaine du Sahara Occidental

Les ressources naturelles sont parmi les questions qu'il soulève. Il précise comment les ressources naturelles ont été introduites comme nouveau front dans les discussions parrainées par l'ONU, jusque-là dans l'impasse entre le Maroc et le Polisario.

«Ils ont convenu qu'ils pourraient commencer par discuter des ressources naturelles et du déminage pour ensuite passer à d'autres sujets», a indiqué M. Ross.

Il fait référence à la nécessité urgente que le conflit soit résolu.

«Les coûts comprennent la situation humanitaire des réfugiés, l'augmentation de questions sur les droits humains, les frais d'entretien significatifs des forces militaires, et une incapacité à planifier l'utilisation des ressources naturelles du Sahara Occidental d'une manière appropriée», a déclaré M. Ross.

Western Sahara Resource Watch a longtemps soutenu que le pillage par le Maroc des ressources du territoire, en violation des principes définis par l'ONU

sur la question, contribue à maintenir l'insoutenable statu quo.

Alors que les deux parties sont en pourparlers onusiens sur les ressources naturelles du Sahara Occidental, le Maroc est sur le point de conclure un accord de libre-échange/agriculture avec l'UE, ce qui entraînerait une augmentation du pillage des ressources du peuple sahraoui.

Selon le journal The Telegraph du 29 janvier 2012, qui cite Erik Hagen du Western Sahara Resource Watch (WSRW), «Le roi du Maroc est propriétaire de l'industrie de la tomate au



M. Christopher Ross avec Mme Condoleezza Rice

Sahara Occidental occupé. Les rapports estiment qu'environ 10'000 personnes sont employées dans les plantations de fruits et légumes dans la région de Dakhla, et la majorité sont des colons marocains.

«L'UE fait la distinction quand il s'agit de produits des territoires palestiniens occupés, mais n'applique pas les mêmes principes à ses accords commerciaux avec le Maroc», a déclaré M. Hagen. «C'est hautement contraire à l'éthique, parce que cela sabote les efforts de paix de l'ONU et donne un signe regrettable de soutien à la présence illégale du Maroc au Sahara Occidental Monde».